

L'INDONESIE D'AUJOURD'HUI

La véritable situation présente des masses indonésiennes a été, à notre avis, correctement caractérisée par le dirigeant du Parti socialiste indonésien, Soetan Sjarir (ancien Premier ministre), dans un discours prononcé lors du premier congrès de ce parti à la mi-février 1952 à Bandoung :

Ce que l'Indonésie a réalisé jusqu'à maintenant, ce n'est rien d'autre que le maintien du pays dans l'ancienne sphère de vie. Le peuple indonésien continue à vivre sous les vieilles lois coloniales, alors que la Constitution promet un monde tout à fait différent. Dans le domaine économique, il n'y a eu aucun changement. Les principales positions-clés sont toujours encore entre les mains d'étrangers.

Ces constatations sont exactes, si même leur explication par Sjarir, qui es attribue à « l'effondrement moral du peuple indonésien », n'engage que lui-même.

Sjarir nous place ici devant un nombre important de problèmes qui caractérisent la situation, à savoir en premier lieu le fait que toutes les propriétés d'avant-guerre des impérialistes (propriétés foncières, banques, entreprises industrielles, minières, pétrole, charbon, étain, entreprises de transport et de plantations) se trouvent à nouveau en leur possession, à quelques exceptions près. Ceci a été convenu dans les accords de Linggadjadi, du Renville et de la Conférence de la Table Ronde entre les impérialistes et les dirigeants nationalistes indonésiens. L'exception la plus importante, c'est l'exploitation de pétrole dans la partie septentrionale de l'île de Sumatra : Pangkalan Brandan, Susu et Tantau dans la province d'Atjeh près de Kwala Simpang. Ces régions pétrolifères étaient la possession de la *Bataafsche Petroleum Company*. Lors de la capitulation du Japon, les ouvriers ont occupé ces entreprises et ont continué à les administrer jusqu'à maintenant, au grand mécontentement du gouvernement indonésien et des magnats du pétrole.

En deuxième lieu, comme conséquence de cette situation, les lois coloniales dans le domaine politique et économique ont été conservées en majeure partie.

En troisième lieu, la couche d'intellectuels nationalistes, qui représentent la bourgeoisie nationale montante, ne sont

pas prêts à résoudre les problèmes les plus élémentaires dans le domaine politique, économique et social.

Ces problèmes consistent notamment dans l'organisation d'élections générales pour le Parlement (le Parlement actuel n'a pas été élu mais désigné), dans la lutte effective contre la famine, l'analphabétisme, les épidémies et la pénurie de logements.

Les faits suivants confirmeront ces affirmations. Le 16 avril dernier, le ministre de l'Information, Mononutu, déclara à un correspondant de l'agence Aneta : « Il faudra au moins une année de préparatifs et le retour à des conditions de sécurité pour tenir des élections générales. » Le rétablissement de la sécurité, c'est la liquidation du mouvement des partisans, et cela signifie en pratique, comme nous l'indiquerons plus loin au sujet de ce mouvement, qu'il n'y aura en fait pas d'élections.

La situation sanitaire est caractérisée par des faits comme ceux-ci : l'année passée il y a eu dans l'île de Madoura jusqu'à 1.400 cas de petite vérole par semaine ; à Sourabaya, une des villes les plus grandes de l'île de Java, jusqu'à 260 cas de petite vérole par semaine. En 1950, le nombre des personnes mortes de la peste s'éleva à 2.083 seulement dans le centre de Java. Un rapport récemment publié indique que, bien qu'une grande partie de la population de Sumatra méridionale souffre de tuberculose pulmonaire, il n'y a que quelques dizaines de lits disponibles dans des sanatoriums.

Des 70 millions d'habitants d'Indonésie, 30 millions sont atteints de malaria. Et, pour achever le tableau, il y a la déclaration du Dr R. Hartonon, chef du service pharmaceutique à Djakarta, du 10 février 1952, selon laquelle on vole annuellement pour un demi-million de médicaments dans les services sanitaires.

Les œdèmes de la faim sont largement répandus. C'est seulement dans les cas d'extrême urgence qu'on distribue des rations de 3 à 4 kg. de riz et de poissons salés.

La pénurie de logements s'accroît au lieu de diminuer, car les autorités interviennent de façon massive pour expulser des « occupants illégaux ». Des milliers de personnes qui ont construit une petite maison ou hutte dans une ville, se trouvent expulsés parce que la